LES GILETS JAUNES
Pour la justice fiscale et sociale

Le mouvement des **Gilets jaunes** naît à l'automne 2018, en réaction à la hausse annoncée des taxes sur les carburants [1].
Lancée sur les réseaux sociaux, la mobilisation rassemble d'abord des automobilistes, notamment dans les zones rurales et périurbaines, confrontés à l'augmentation du coût de la vie. Le **17 novembre 2018**, des centaines de milliers de personnes se mobilisent partout en France, occupant ronds-points et axes routiers. Rapidement, la contestation dépasse la question du carburant pour exprimer des revendications plus larges : **pouvoir d'achat, justice fiscale et sociale, démocratie et représentation politique**.
Sans organisation syndicale ou partisane centrale, le mouvement se distingue par son caractère populaire, décentralisé et sa diversité sociale et politique.

Pourquoi nous restons mobilisés :

- La pauvreté reste massive. En 2024, 9,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France métropolitaine, en logement ordinaire, soit 15,4 % de cette population [2].
- Le budget des ménages reste une priorité. Les prix alimentaires ont augmenté de 11,8 % en 2023, puis de 1,4 % en 2024 et de 1,2 % en 2025 [3]. L'électricité et le gaz ne cessent d'augmenter.
- Le droit au logement doit devenir effectif. Le bilan DALO 2024 recense 106 771 ménages prioritaires encore en attente d'un relogement au-delà des délais réglementaires [4]
- Les violences faites aux femmes exigent des moyens. En 2024, 107 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint, contre 96 en 2023, selon le ministère de l'Intérieur [5]
- Les victimes du chlordécone doivent obtenir réparation. Le 11 mars 2025, la cour administrative d'appel de Paris a reconnu des fautes de L'Etat et le droit à réparation d'un préjudice d'anxiété lorsqu'il est démontré [6]
- Le droit de manifester doit être protégé. Le Défenseur des droits a formulé des recommandations sur le maintien de l'ordre, notamment dans le contexte des manifestations des Gilets Jaunes [7, 11]

Extrait de nos nombreuses revendications :

- **Pouvoir d'achat et retraites :** augmenter salaires et pensions, protéger les ressources de l'Agirc-Arrco et garantir une énergie abordable (gaz et électricité).
- **Services publics et solidarité :** défendre la santé, l'éducation, la justice, la Sécurité sociale et le droit au logement. Protéger les femmes victimes de violences.
- **Justice fiscale et politique :** rendre l'impôt plus progressif [8], lutter contre la fraude et l'évasion fiscale (entre 80 et 100 milliards) [9], supprimer les privilèges et rendre inéligibles à vie les élus condamnés pour fraude.
- **Démocratie et souveraineté :** réécrire la Constitution avec les citoyens, instaurer le RIC, limiter l'utilisation du 49.3 [10] et organiser un référendum sur la sortie de l'UE et l'OTAN.
- **Jeunesse et économie locale :** organiser des États généraux de l'enfance et de la jeunesse, favoriser les circuits courts et refuser les accords de libre-échange destructeurs.
- **Paix :** refuser l'escalade guerrière et privilégier la diplomatie.

Rejoignez-nous !

Dates et lieux : www.resistance-citoyenne.fr mail : contactgiletsjaunesidf@gmail.com

(Imprimé par nos soins – Ne pas jeter sur la voie publique)

LES GILETS JAUNES
SOURCES ET PRECISIONS

Les numéros renvoient aux faits du recto. Les titres soulignés sont cliquables dans les versions numériques

[1] Origine du mouvement
Vie publique, « De l'écotaxe à la taxe carbone », chronologie du 17 novembre 2018.

[2] Pauvreté
Insee, « L'essentiel sur… la pauvreté », 9 juillet 2026. Données 2024, seuil à 60 % du niveau de vie médian. Champ : personnes en logement ordinaire en France métropolitaine, hors ménages dont la personne de référence est étudiante, revenu déclaré positif ou nul.

[3] Prix à la consommation
Insee, Informations rapides n°8, 15 janvier 2026, données 2025, et bilan 2023. Variations en moyenne annuelle, ensemble des ménages, France. Une baisse de l'inflation ne signifie pas une baisse du niveau des prix.

[4] Droit au logement
Haut Comité pour le droit au logement, « Le DALO logement en 2024 », p. 4. Stock de ménages reconnus depuis 2008 et restant à reloger hors délai, et non nombre de nouveaux ménages pour la seule année 2024.

[5] Femmes tuées au sein du couple
Ministère de l'Intérieur, Etude nationale sur les morts violentes au sein du couple en 2024, qynthèse p. 7. Périmètre des homicides conjugaux, distinct des décomptes associatifs de féminicides.

[6] Chlordécone
Cour administrative d'appel de Paris, arrêt et communiqué du 11 mars 2025. L'indemnisation du préjudice moral d'anxiété nécessite des éléments personnels établissant l'exposition et le préjudice.

[7] Maintien de l'ordre
Défenseur des droits, décision n°2020-131 du 9 juillet 2020, recommandations générales sur le maintien de l'ordre.

[8] Tranches d'impôt
Loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, article 2. Le barème comporte cinq tranches, en incluant celle à 0%, dès l'imposition de 2015, contre 14 tranches en 1982,

[9] Fraude fiscale
Cour des Comptes, « La lutte contre la fraude fiscale », décembre 2025, pp. 28-29. Absence de chiffrage global robuste. Les 80 à 100 milliards d'euros sont une estimation syndicale de 2018, dont la méthode est critiquée.

[10] Article 49.3
Constitution du 4 octobre 1958, article 49. Le texte est considéré comme adopté sauf adoption d'une motion de censure dans les conditions constitutionnelles.

[11] Manifestations
Service Public, fiche F21899. Les manifestations sur la voie publiques relèvent d'une déclaration préalable et peuvent faire l'objet d'une interdiction.

Données vérifiées le 8 octobre 2026. Chaque chiffre conserve son année et son périmètre.
Le tract présente des faits datés, sans prétendre mesurer la situation au jour de sa diffusion